

Monsieur Le Préfet du Morbihan  
Place du Général De Gaulle  
B.P. 501  
56019 VANNES CEDEX

Auray, le 26 septembre 2019

Dossier suivi par : Arnaud LEVASSEUR [arnaud.levasseur@auray-quiberon.fr](mailto:arnaud.levasseur@auray-quiberon.fr)

Réf : PLR/KJ/AL/JF/ 2019-06776

**Objet** : Demande de Déclaration d'Utilité Publique du projet d'extension du parc d'activités de Kermarquer, Commune de la Trinité-sur-Mer

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous informer que la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a décidé d'engager l'extension du Parc d'activités de Kermarquer sur la commune de La Trinité sur Mer, afin de répondre aux besoins des entreprises, notamment dans le secteur du nautisme.

La réalisation cohérente de cette opération nécessite la maîtrise du foncier et notamment l'acquisition de divers immeubles.

Aussi, je vous saurai gré de bien vouloir soumettre ce dossier à l'enquête publique environnementale préalable à la Déclaration d'Utilité Publique.

À cet effet, je vous adresse ci-joint le dossier nécessaire à cette enquête, composé des pièces suivantes :

- Document mentionnant les textes qui régissent l'enquête et indiquant la façon dont cette procédure s'insère dans la procédure administrative relative au projet, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
- Notice explicative ;
- Plan de situation ;
- Plan délimitant les immeubles à acquérir ou acquis nécessaires au projet ;
- Plan général des travaux ;
- Principales caractéristiques des ouvrages les plus importants ;
- Appréciation sommaire des dépenses ;
- Étude d'impact ;

- Avis émis sur le projet ;
- Bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15 du code de l'environnement, ou de la concertation définie à l'article L. 121-16 du code de l'environnement, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision ;
- Document mentionnant les autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier.
- Délibérations du Bureau Communautaire.

En complément de ce dossier, je tenais à porter à votre connaissance l'historique qui a conduit notre Communauté de communes à déposer en 2019 ce dossier à la Préfecture du Morbihan.

Le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la DUP du projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer, approuvé par délibération du Bureau communautaire du 10 juillet 2015, a été déposé une première fois en préfecture le 16 juillet 2015.

La composition de ce dossier était conforme aux dispositions légales ; néanmoins, afin de renforcer la recevabilité juridique des documents produits, il convenait de tenir compte de vos remarques formulées dans un courrier du 5 octobre 2015. Ainsi, les pièces du dossier d'enquête ont été modifiées conformément à ces remarques. Vous trouverez en annexe de ce courrier une note d'information récapitulative dans laquelle une réponse est apportée pour chacune des observations relevées.

Le 18 avril 2016, le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la DUP du projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer, approuvé par délibération du Bureau communautaire du 11 mars 2016, a été de nouveau déposé en Préfecture.

Après instruction, l'Autorité Environnementale a émis un avis le 24 juin 2016 en précisant que l'étude d'impact, pièce composant le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la DUP, ne permettait pas d'appréhender l'ensemble des composantes du projet et de ses impacts. Elle recommande au porteur de projet d'actualiser et de compléter son étude de façon à répondre à l'article R 122.5 du code de l'environnement. Elle fait référence à l'examen au cas par cas déposé en décembre 2013 par la Communauté de communes de La Côte des Mégalithes portant à la fois sur une requalification du parc d'activités et un projet d'extension.

En octobre 2016, un mémoire en réponse a été transmis à l'Autorité Environnementale dans lequel il est rappelé qu'un dossier d'autorisation relatif à la requalification et à l'extension du parc d'activités de Kermarquer a été établi au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et présenté au CODERST le 5 juin 2012. Ces dispositions ont reçu un avis favorable du CODERST et ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 13 juillet 2013 à la suite duquel les travaux de requalification du parc d'activités ont été réalisés entre 2013 et 2015.

Par courrier du 15 mars 2017, Le Préfet de Région a informé la Communauté de communes que ce mémoire ne répondait pas aux recommandations de l'Autorité environnementale et qu'en l'état actuel la fiabilité juridique de ce dossier et de la procédure d'autorisation ne paraissait pas assurée.

Soucieux de répondre au mieux aux recommandations de l'Autorité Environnementale, Auray Quiberon Terre Atlantique a sollicité auprès du Préfet de Région, par courrier du 14 septembre 2017, une rencontre afin d'échanger précisément sur les éléments attendus par les services de l'Autorité Environnementale pour actualiser l'étude d'impact.

Suite à la tenue de cette rencontre en date du 13 avril 2018, la Communauté de communes a missionné un bureau d'études en charge d'actualiser et de compléter l'étude d'impact du projet de requalification et d'extension du parc d'activités de Kermarquer, conformément à l'avis formulé par l'Autorité Environnementale.

L'Autorité Environnementale a accusé réception de ce dossier le 27 juillet 2018. En réponse, la Présidente de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale indique, dans une note d'information datée du 27 septembre 2018, que le dossier n'a pas pu être étudié dans le délai imparti des deux mois et qu'en conséquence, elle n'a formulé aucune observation concernant ce dossier.

Enfin, en début d'année 2019, vos services nous ont informés que le projet d'extension du parc d'activités de Kermarquer entrerait dans le champ d'application de la concertation environnementale. Effectivement, l'article L. 121-17-1 du Code de l'environnement prévoit un droit d'initiative du public pour demander au Préfet l'organisation d'une concertation préalable concernant notamment les projets réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique dont le montant des dépenses prévisionnelles est supérieur à un seuil ne pouvant être supérieur à 5 millions d'euros. Afin de permettre la mise en œuvre de ce droit d'initiative du public, la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a procédé à la publication d'une déclaration d'intention. La déclaration d'intention a été publiée à compter du 10 mai 2019 sur le site internet de la Communauté de communes et sur le site internet des services de l'État dans le département. La publication de la déclaration d'intention a ouvert au public, durant un délai de quatre mois, le droit d'initiative prévu à l'article L. 121-19 du Code de l'environnement.

A ce jour, l'ensemble des pièces du dossier d'enquête a été actualisé en vue de ce nouveau dépôt en Préfecture.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien apporter à ce dossier et vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de ma haute considération.

Le Président,

Philippe LE RAY

